

dans toute la province de Québec. Au fait, le ministre des Finances (M. Sharp) nous annonçait qu'on devra importer du beurre.

• (5.20 p.m.)

C'est là la raison. Notre région qui est une région productrice, une région laitière par excellence, ne pourra pas produire cette année. Les cultivateurs, avec l'aide du gouvernement, car il leur faut l'aide des deux gouvernements, pourront améliorer leur sort à condition que les gouvernements regardent les choses en face, cessent de faire de la politique et viennent à leur secours avant qu'ils ne soient obligés d'abattre complètement leurs troupeaux. Cela, c'est la première raison.

Il y en a une deuxième et c'est le cultivateur qui ne vit pas de l'agriculture, qui est semi-agriculteur, semi-forestier. J'ai vécu cette période-là, parce que je suis fils de cultivateur. Nous avons huit lots, et pourtant nous ne vivions pas. Nous étions 16 enfants, et nous ne vivions pas à même nos terres. Cela c'est le cas pour 60 p. 100 des cultivateurs actuels, surtout depuis la dernière grande crise. Le travail forestier était très facile, le père restait à la maison et quatre, cinq, six de ses garçons allaient chercher l'argent qu'il fallait dans les chantiers pour acheter ce qu'il fallait sur la terre, acheter les outils, acheter des animaux, et on cultivait un peu sur ces domaines-là pour le plaisir de cultiver, juste pour produire les aliments nécessaires. Nous ne pensions pas du tout, à ce moment-là, de vivre de ce produit, de vivre du produit de la terre.

Qu'est-il arrivé depuis surtout 25 ans? Les compagnies forestières se sont modernisées, et on a dû supprimer environ les deux tiers de la main-d'œuvre. Les deux tiers des bûcherons, les deux tiers de fils de cultivateurs qui allaient chercher l'argent nécessaire pour faire vivre les terres se sont vus mis à pied par la machine, les chantiers qui se sont modernisés. Des compagnies—nous avons quatre compagnies forestières dans notre région—qui employaient à peu près 10,000, 12,000 hommes, cette année n'emploient que 1,500 hommes. Tous ces fils de cultivateurs ont déserté la terre. Ils le devaient nécessairement, parce que les gouvernements, les députés n'ont pas suivi la marche du progrès. Ils n'ont pas su orienter à temps ces fils de cultivateurs. Ils ont dû quitter la terre et souvent le père de famille reste seul sur ses lots. Or, trop âgé pour les cultiver, il a dû les laisser aller. Après huit, neuf, dix ans, incapable de trouver un acheteur, parce que cela aurait coûté trop cher pour redonner de la productivité à ces terres-là, il a dû les abandonner faute d'aide de la part du gouvernement.

Je crois que c'est la raison pour laquelle on parle aujourd'hui de désertion du sol. Cela me fait penser qu'à l'époque de la crise on vidait les villes, on envoyait les gens sur nos terres et c'est à compter de ce moment-là que notre région s'est développée.

Ils ont développé ces terres-là et, aujourd'hui, vous avez exactement le contraire. Vous avez toute cette population-là qui repart et qui s'en va dans les villes. Pourquoi? Parce que quand le père ne touche plus d'assurance-chômage, il faut qu'il ait recours à l'aide sociale. Il faut qu'il soit locataire dans la ville. Remarquez bien: il faut qu'il soit locataire dans la ville. Anciennement, il bénéficiait de l'aide sociale; pour avoir de l'aide sociale, il fallait qu'il s'en aille sur une terre. Cette année, pour bénéficier de l'aide sociale, il faut qu'il soit locataire dans la ville, parce que s'il reste sur sa terre, sans travail, sans possibilité de culture, il n'a pas d'aide. Il n'a pas d'aide du tout, et la situation est impossible; on lui dit: va-t-en en ville, laisse la terre, et là tu vas recevoir de l'aide. Dans la province de Québec, c'est la situation dans laquelle se trouvent 60 p. 100 de nos cultivateurs.

Il y a déjà quatre ans que je me bats en cette enceinte, et je ne veux pas encore accuser le gouvernement fédéral à 100 p. 100. On parle et, toujours par ricochet, on essaie d'orienter le ministre des Forêts, quand il rencontrera notre bon ministre de l'Agriculture du Québec, pour qu'il puisse enfin lui faire comprendre ce qu'on lui chante depuis quatre ans, que s'il donnait la même aide à la famille qui s'en va en ville, où cela coûte énormément cher, bref, s'il lui donnait le même chèque de secours pour rester sur sa terre, cette famille-là vivrait beaucoup mieux parce qu'elle pourrait cultiver un jardin, garder du bétail, etc.

Mais non, on agit justement à l'envers de ce qu'on faisait lors de la dernière crise; aujourd'hui, on agit à l'envers du bon sens, de sorte que dans ma ville, 40 p. 100 de la population bénéficient de cette assistance sociale. Ces gens viennent de toutes les petites paroisses, parce qu'ils ne peuvent pas avoir de l'assistance sociale chez eux; ils quittent leurs terres, délaissent tout et s'en viennent chez nous pour essayer de survivre.

Si la somme d'argent que nous votons aujourd'hui était susceptible d'apporter quelque chose à ce cultivateur qui ne veut pas aller en ville mais qui y est forcé par les circonstances, ou encore lui apporter une aide qui lui permettrait de commencer à se faire vivre sur sa terre et agrandir son domaine par la suite, nous aurions la satisfaction d'avoir posé un geste généreux, car aujourd'hui, un cultivateur ne peut plus vivre—le ministre le sait très bien—avec 100